



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

UNE RIPOSTE D'ENSEMBLE S'IMPOSE

NPA La Défense - AXA Nanterre

Jeudi 5 décembre 2013

C'est bientôt Noël, et comme cadeau, nous allons recevoir une augmentation de la TVA au 1er janvier prochain, avec toutes les hausses que cela va entraîner : transports notamment, et produits de consommation de toutes sortes. Ce cadeau arrive après des hausses d'impôts importantes ces derniers mois. Le phénomène n'est pas nouveau, car depuis 2008 et la crise financière, c'est sur la population que les gouvernements successifs tapent de toutes les façons possibles.

Ce dont on parle aujourd'hui, c'est du ras le bol fiscal, mis en avant souvent par ceux qui ne sont pas les plus à plaindre, comme beaucoup de petits patrons. Mais on entend moins parler du pouvoir d'achat qui s'effrite, des salaires qui stagnent, voire reculent à cause de la hausse des prélèvements, et des licenciements, qui malgré toutes les contorsions sur les chiffres du chômage, frappent durement toutes les régions du pays, et particulièrement fort la Bretagne aujourd'hui.

Un pouvoir d'achat en berne

Notre pouvoir d'achat est rogné de tous les côtés, et on nous dit que nous devrions nous estimer contents d'avoir du travail. Nous serions presque des privilégiés, voire des nantis. Et on nous dit aussi que si nous voulons gagner plus, eh bien il faut travailler le dimanche. Une campagne d'intoxication importante est en cours pour nous faire avaler cela. Mais ce qu'on se garde bien de nous dire, c'est que le travail du dimanche, qui risque de s'intensifier, aura forcément un effet sur les prix. Car les patrons, contraints de payer un salaire plus élevé ce jour-là, se promettent bien sûr de répercuter le surplus sur les produits. Sans parler du coût supplémentaire de l'ouverture proprement dite, chauffage, électricité. Alors non, le travail du dimanche n'est pas une solution, car en plus de désorganiser toute la vie familiale et sociale, il concourra à augmenter encore les prix. La

seule solution pour gagner plus, c'est de lutter plus.

Des luttes d'ampleur nécessaires

Il est vrai que les raisons de lutter ne manquent pas : depuis le début de l'année, plus de 700 plans de licenciements ont été recensés. Malgré tous les écrans de fumée sur de faux sujets, comme la nécessaire compétitivité des entreprises, ou le travail du dimanche, le seul problème actuel, c'est la rapacité des grandes entreprises. Ce n'est pas le coût du travail, mais le coût du capital. Car les entreprises ne se portent pas si mal, quand on voit les 21 millions d'euros provisionnés par Citroën, pour bons et loyaux services de son PDG, qui a supprimé 15 000 postes en 4 ans. Le scandale a fait que Citroën a dû reculer, mais les millions existent bel et bien. C'est comme l'entreprise bretonne Marine Harvest, qui va fermer, alors que le groupe a décuplé son bénéfice net au cours des 9 premiers mois de 2013, et que son action a pris plus de 50% en un an. Et on pourrait multiplier les exemples à l'infini. Non, décidément, tous les sacrifices que l'on nous demande au nom des difficultés de nos entreprises ne sont pas acceptables.

Un pôle ouvrier

Pour contester tous ces mensonges, les salariés doivent reprendre l'initiative, ce qu'ils ont commencé à faire, en Bretagne, en mettant en avant un pôle ouvrier, avec des revendications claires et lisibles comme l'interdiction des licenciements, le partage du travail entre tous par exemple. Il est nécessaire que les salariés constituent en effet un pôle de résistance et fassent entendre leur voix, pour ne pas laisser les patrons, grands et petits, et les représentants politiques de droite et d'extrême droite, cueillir les fruits de la légitime colère de la population.

Pour nous contacter, npaladefense@laposte.fr

DE L'ARGENT IL Y EN A

Selon le journal *l'Opinion*, le patron de PSA était en bonne compagnie : Devinez combien AXA a provisionné pour la retraite de deux directeurs?

il s'agirait de 38 millions d'euros pour le versement de rentes pouvant atteindre 32 % de leur rémunération au titre des retraites chapeau mises en place pour ses deux mandataires sociaux, Henri de Castries et Denis Duverne.

De l'argent, il y en a. De quoi réclamer de bonnes retraites et des augmentations de salaires.

EFFET DE MODE

La direction vient de lancer sa nouvelle campagne sur la qualité de service. Elle fait appel au « client qui est en nous ». Elle essaye de nous faire passer un message qu'on connaît déjà parfaitement bien : les sous-effectifs, les réorganisations continuelles ne nous permettent pas de travailler correctement.

Non au toujours plus avec toujours moins.

LA NOUVELLE LUBIE DE LA DIRECTION

C'est le début de la nouvelle campagne sur les « irritants » qui nous empêchent de travailler correctement, nous font perdre du temps, ne permettent pas de répondre aux besoins des clients.

Après avoir programmé des suppressions de postes et désorganisé pour réorganiser, elle prétend nous mobiliser tous ensemble pour améliorer les dysfonctionnements.

Au final, c'est toujours le « Lean Management » au service du dégraissage des effectifs !

LE CLIENT, C'EST D'ABORD UN SALARIE !

Dans certains secteurs, la direction aimerait mettre en place des plages horaires de permanence, au détriment des accords collectifs sur le Temps de Travail. Ce serait le client qui le souhaiterait. Bien sûr, c'est toujours le client qui veut pouvoir téléphoner avant d'aller à son travail, faire ses courses tard le soir ou le dimanche.

Par contre pour le salarié, c'est non merci !

EMBAUCHEZ

Au courrier des collègues prestataires travaillent avec nous depuis l'ouverture du site des Terrasses en 2006, si ce n'est depuis bien plus longtemps encore. Aujourd'hui le contrat de leur entreprise avec AXA est remis en cause. Et ils sont incertains sur leur devenir.

Axa les a fait travailler, AXA doit les embaucher.

LE PERE NOEL EST UNE ORDURE

A l'informatique, pour faire des économies et éviter d'avoir à payer les entreprises de nos

collègues prestataires informatiques entre Noël et Nouvel An, la direction d'AXA leur demanderait de ne pas être là, quitte à obliger certains à prendre sur leurs jours de congés et sur leur RTT.

NON AUX HEURES SUPPLEMENTAIRES

La fin d'année arrive et c'est bientôt les opérations de clôture des comptes. Et pour cela chaque année, les collègues sont sollicités pour des heures supplémentaires.

Non aux fermetures tardives et aux samedis à répétition !

PAUSE

Nous avons encore eu une enquête de satisfaction pour le restaurant d'entreprise. Avec des questions sur le niveau sonore ou la disposition de la salle et des suggestions de prestations pour des déjeuners de « travail » ou pour emporter les repas au bureau.

Actuellement, il est déjà difficile de déjeuner tranquillement avec nos collègues à cause du bruit et faute de place disponible. Mais ce n'est pas pour continuer de travailler pendant nos repas ! C'est clair !

LA MARCHÉ CONTRE LE RACISME ET POUR L'EGALITE

Le 3 décembre 1983, 100.000 personnes manifestaient à Paris, concluant une Marche partie de Marseille le 15 octobre. Décidée par un groupe de marcheurs issus des cités de la banlieue lyonnaise, cette Marche pour l'égalité des droits et contre le racisme marqua l'émergence d'une nouvelle génération, celle des enfants d'immigrés. Elle fût organisée suite aux crimes racistes, aux violences policières, et à une campagne électorale marquée par la xénophobie et l'idéologie sécuritaire qui vit, comme à Dreux, des alliances avec le Front national. Elle prolongeait, à sa manière, les luttes menées dans la décennie précédente par les travailleurs immigrés pour l'égalité des droits.

Le 7 décembre, des rassemblements sont organisés, ainsi qu'une manifestation à Paris, à 14 h devant l'église Saint-Bernard (métro Barbès), pour rappeler que, 30 ans après la « Marche pour l'égalité et contre le racisme », ce combat est toujours d'actualité, gouvernement, après gouvernement.

FAITES VIVRE L'ANTICAPITALISME

Si vous appréciez ce bulletin, soutenez le NPA financièrement !

Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôt égale à 66% de leur montant (les dons effectués avant le 31/12/2013 sont déductibles pour 2014)

Chèque : à l'ordre de «NPA souscription»

À renvoyer à : NPA souscription - 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil

Ou www.npa2009.org/souscription